

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 Orléans

Orléans, le 20/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DS SMITH PAPER COULLONS**

Usine de la Fosse  
Route de la barbe grise  
45720 Coullons

Références : VAT20240320

Code AIOT : 0010000968

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2024 dans l'établissement DS SMITH PAPER COULLONS implanté Usine de la Fosse 45720 Coullons. L'inspection a été annoncée le 25/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DS SMITH PAPER COULLONS
- Usine de la Fosse 45720 Coullons
- Code AIOT : 0010000968
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement DS Smith à Coullons est spécialisé dans la fabrication de papier et de carton recyclé. Le site relève de l'autorisation au titre des Installations classées pour la protection de l'environnement.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
2	Mise à la terre des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.3.2	Demande d'action corrective	2 mois
3	Mise à la terre des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.3.3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3	Demande d'action corrective	2 mois
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3	Demande d'action corrective	2 mois
6	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3	Demande d'action corrective	2 mois
7	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.4	Demande d'action corrective	2 mois
9	Protection des réseaux internes	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.2.4.1	Demande d'action corrective	2 mois
10	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3	Demande d'action corrective	2 mois
11	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.6.4	Demande d'action corrective	2 mois
12	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.6.1	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : État des stocks de produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger), leur classement dans la nomenclature des installations classées, et la quantité des substances et mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté, à l'inspection des installations classées, l'état des stocks des produits finis au format numérique à la date de l'inspection (12/04/2024). Ce dernier, mis à jour quotidiennement, présentait 192,67 t de produits finis. Il a également présenté, au format numérique, l'état des stocks des matières premières qui est mis à jour hebdomadairement, et qui comportait 1 324 t pour la semaine du 12/04/2024. La somme de ces volumes de stockage est inférieure et conforme à la quantité maximale autorisée de 2500 t fixée par l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21/11/2017, au titre de la rubrique 1530 de la nomenclature des installations classées relative aux dépôts de papiers.  De la même manière, l'exploitant a été en capacité de présenter un plan général des installations, au format numérique ainsi qu'au format papier. Ce dernier présentait bien l'ensemble des produits stockés sur le site.  Les mentions de dangers n'apparaissaient pas dans ces documents. Compte tenu des très faibles quantités de substances dangereuses détenues sur le site (cf dernier tableau des activités du site), l'inspection a recommandé à l'exploitant de compléter son état des stocks sur ce point.  <b>Constat d'écart:</b> L'exploitant n'intègre pas dans son état des stocks, les mentions de dangers des produits détenus même si ces produits sont stockés en très faibles quantités.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Mise à la terre des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à la terre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté, à l'inspection des installations classées, le Certificat Q18 consécutif à la vérification périodique du 04/05/2023 des installations électriques par la société Apave. Après consultation, l'inspection des installations classées émet les remarques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• La vérification des installations électriques de l'établissement n'a pas été réalisée de façon complète, il est précisé dans le document que « Pour des raisons d'exploitation [...] les essais des dispositifs différentiels n'ont été réalisés que partiellement ». Pourtant, le vérificateur précise : « Nous déclarons avoir procédé le 04/05/2023 à une vérification des installations électriques conformément au chapitre 2 du référentiel APSAD D18. La vérification a consisté en : Une vérification complète des installations électriques de l'établissement ».</li><li>• Deux dangers ont été signalés :</li><li>• L'absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités. L'exploitant n'a pas pu apporter d'informations quant à la mise en place d'un plan d'action pour appliquer les recommandations ou pour régulariser la situation, depuis le 04/05/2023.</li><li>• La présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques. L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées la routine de nettoyage GMAO qu'il a pu mettre en place pour le nettoyage. Un dépoussiérage des armoires a également été réalisé en août 2023.</li><li>• La conclusion du document page n°2 indique que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</li></ul> <b>Constat d'écart :</b> L'ensemble des installations électriques n'a pas été vérifié lors de la vérification périodique annuelle 2023.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Mise à la terre des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à la terre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b>  cf constats du point de contrôle précédent.  <b>Constat d'écart :</b> Les écarts, relevés lors de la vérification des installations électriques du 04/05/2023, n'ont pas été suivis d'actions correctives notamment ceux susceptibles d'entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 4 : Lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eau et en mousse
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• Une réserve d'eau extérieure de 3 200 m<sup>3</sup> constituée dans la lagune existante de 20 000 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de stationnement,</li><li>• [...] ;</li><li>• Des extincteurs, en nombre et en qualité, adaptés aux risques ;</li><li>• Des robinets d'incendie armés ;</li><li>• [...].</li></ul>
<b>Constats :</b>  <u>Constats de l'inspection du 12/04/2024 :</u> Lors de ce contrôle, l'inspection des installations classées a constaté que l'établissement dispose

des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- Une réserve d'eau extérieure de 3 200m<sup>3</sup> dans la lagune de 20 000m<sup>3</sup>,
- 2 hydrants (poteaux incendie) alimentés par le réseau d'eau de ville,
- Plusieurs extincteurs,
- Des robinets incendie armés (R.I.A) alimentés via un groupe moto-pompe,
- Un système d'extinction automatique d'incendie au niveau des ateliers alimenté par les effluents de la lagune ;

Concernant la réserve d'eau extérieure de 3 200 m<sup>3</sup> constituée dans la lagune existante de 20 000 m<sup>3</sup>, il s'avère que cette « eau » est constituée des effluents de process de l'installation. Lors de la visite sur site, l'inspection des installations classées a constaté :

- La présence d'écume sur la lagune,
- Un effluent, dans la lagune, de couleur gris/noir contenant des matières en suspension.

Par ailleurs, cette lagune est équipée d'aires de stationnement pour les services de secours. Ces aires sont équipées de dispositifs d'aspiration afin de permettre de raccorder les engins des pompes des services de secours et d'incendie. Interrogé sur la présence d'un système de filtration en entrée des dispositifs d'aspiration, l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter une réponse.

Selon le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loiret, les ressources d'eaux d'extinction incendie non utilisables sont notamment :

- Eau de process industriel à Ph acide ou basique, contenant des effluents pouvant détériorer les corps des pompes incendie en bronze ou en aluminium anodisé,
- Eau en cours de traitement (station épuration - décanteur) pouvant détériorer les corps des pompes incendie en bronze ou en aluminium anodisé,
- Eau chargée de particules, dépôt pouvant détériorer les corps des pompes incendie.

Au regard de ces éléments, l'utilisation par les services de secours et d'incendie, des effluents contenus dans la lagune, pour lutter contre un incendie, n'est pas garantie.

**Constat d'écart :** Au regard de la présence d'écume sur la lagune de 20 000 m<sup>3</sup> et du constat visuel d'un effluent de couleur gris/noir contenant des matières en suspension dans cette même lagune, l'utilisation de cette réserve d'eau extérieure de 3 200 m<sup>3</sup> par le service de secours pour lutter contre un incendie sur le site, n'est pas garantie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eau et en mousse
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• [...],</li><li>• trois hydrants dont deux sont alimentés par le réseau d'eau de ville et un par l'eau de lagune,</li><li>• [...].</li></ul>
<b>Constats :</b>  <u>Contrôle sur site :</u>  Sur les trois hydrants initialement présents sur le site, seuls deux sont encore en service, ceux-ci étant ceux alimentés par l'eau de ville. Le troisième hydrant, qui était alimenté par la lagune, a été obstrué, bien que son emplacement soit toujours visible. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la vérification annuelle des mesures de débit et de pression des hydrants.  <b>Constats d'écart :</b> L'établissement n'est pas équipé de 3 hydrants (poteaux incendie) pour lutter contre un incendie et l'exploitant n'est pas en capacité de justifier que les 2 hydrants présents sur le site constituent une ressource en eau d'extinction incendie (absence de justification du débit et de la pression des 2 hydrants).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• [...];</li><li>• d'un système de détection automatique d'incendie (locaux électriques, stockage de papier).</li></ul>



**Constats :**Rappel des constats des inspections et des échanges précédents :

Lors de l'**inspection du 12/10/2018**, il a été porté à la connaissance de l'exploitant que le système de détection incendie au niveau du stockage de papier était absent.

L'exploitant a apporté des éléments de réponse par **courrier du 26/11/2018** en indiquant qu'une consultation avec son prestataire était en cours pour étudier la possibilité d'implanter des systèmes de détection avec une réalisation au 1<sup>er</sup> trimestre 2019.

Par **courrier du 30 avril 2019**, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement que le montant estimé de 54 555 € était trop élevé et inenvisageable pour la pérennité financière du site. Celui-ci a alors sollicité une modification de l'arrêté préfectoral sur ce point.

Par **courrier préfectoral du 23/07/2019**, après examen de l'inspection des installations classées, il a été demandé à l'exploitant de regrouper ses demandes de modification à son arrêté préfectoral d'autorisation du 21 novembre 2017, en transmettant un dossier spécifique autoportant reprenant les éléments des courriers susvisés, assorti de l'avis du SDIS 45 pour ce qui concerne le risque incendie.

Par **courrier du 15/05/2021**, l'exploitant a précisé que le montant de 54 555 € n'était pas envisageable pour le site de Coullons et qu'il assurerait la présence d'un membre du personnel 24H/24 - 7J/7.

Constats de l'inspection du 12/04/2024 :

Lors de ce contrôle, l'exploitant n'a pas apporté de réponse à l'inspection des installations classées quant à la mise en place d'un système de détection incendie en adéquation avec son arrêté préfectoral ou à la réalisation d'un document de modification de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017 assorti de l'avis du SDIS 45, comme annoncé dans la lettre préfectorale du 23/07/2019.

L'absence d'un système de détection incendie à l'intérieur de la zone de stockage de papier a été une nouvelle fois constatée.

**Constat d'écart** La zone de stockage de papier n'est pas équipée d'un système de détection automatique incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...], les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), [...], les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc., [...].
<b>Constats :</b>  <u>Contrôle* documentaire :</u>  Les documents suivants ont été présentés à l'inspection des installations classées au format numérique : <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>[1]</b> : Schéma d'alerte incendie, création le 27/11/2012, mis à jour le 12/10/2023, 1p.</li><li>• <b>[2]</b> : Schéma d'alerte incendie nuit et week-end, création le 27/11/2012, mis à jour le 12/10/2023, 1p.</li><li>• <b>[3]</b> : Schéma d'alerte incendie rôles, création le 27/11/2012, mis à jour le 12/10/2023, 2p.</li><li>• <b>[4]</b> : Fiche réflexe : Pointage et gestion des présents en cas d'alerte incendie, création le 22/04/2020, mis à jour le 12/10/2023, 2p.</li><li>• <b>[5]</b> : Fiche réflexe : Responsable évacuation, création le 22/04/2020, mis à jour le 12/10/2023, 1p.</li></ul> La procédure d'arrêt d'urgence a également été présentée par l'exploitant au format papier sur site.  Outre ces éléments, il s'avère que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la procédure sur les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie.  Par ailleurs, les procédures d'alerte ne présentaient pas les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement ainsi que les numéros des services d'incendie et de secours.  Concernant les autres documents présentés, l'inspection des installations classées n'a pas de remarque à formuler.  <u>Contrôle* sur site :</u>  Les schémas d'alerte incendie étaient bien affichés au niveau de la salle des machines, visibles de tous et à jour.  À noter que la surveillance de la détection incendie est effectuée au niveau de la salle des machines de l'établissement (présence d'une personne 24h/24 - 7j/7) mais qu'il n'y a aucun report d'alarme. Selon l'exploitant, la présence en permanence d'une personne au niveau de la salle des machines permet de ne pas recourir à un report d'information du déclenchement de l'alarme auprès de la direction de l'établissement ou d'une société de télésurveillance.

<p>*: Contrôle par sondage.</p> <p><b>Constat d'écart</b> : Les procédures générales spécifiques et/ou les procédures et instructions de travail ne présentent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li> <li>• le numéro de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et celui des services d'incendie et de secours.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées</b> : Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites</b> : Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais</b> : 2 mois</p>

#### N° 8 : Bassin de confinement

<p><b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.6.1</p>
<p><b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Accident/incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 300 m<sup>3</sup> avant rejet vers le milieu naturel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Contrôle sur site</u> :</p> <p>Sur site, l'installation des installations classées a pu constater que le bassin de confinement présentait une capacité de rétention conforme à l'arrêté (300m<sup>3</sup>), qu'il était en bon état et étanche.</p> <p>Ce bassin est séparé du milieu naturel par une vanne d'isolement manuelle, qui était ouverte au moment de l'inspection. L'exploitant a procédé à un essai de fermeture et d'ouverture de la vanne qui s'est révélé concluant.</p> <p>Le bassin de rétention, ainsi que la vanne, sont isolés du reste du site par une clôture. Un portail permet l'accès à ce bassin. La clef de ce portail ainsi que la procédure de fermeture de la vanne en cas d'incendie sont auprès d'une personne identifiée dans les procédures.</p> <p>Un test de fermeture de la vanne mécanique d'isolement a été effectué. Ce test s'est déroulé correctement.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées</b> : Sans suite</p>

**N° 9 : Protection des réseaux internes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement avec les milieux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont signalés.
<b>Constats :</b>  <u>Contrôle sur site :</u>  <b>Constat d'écart :</b> La zone d'implantation du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie ne comporte pas d'affichage (panneau, pancarte), permettant : <ul style="list-style-type: none"><li>• de localiser la vanne d'isolement à manipuler lors d'un incendie :</li><li>• d'en expliquer son fonctionnement.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 10 : Entretien des moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements sont maintenus en bon état.  L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

## Constats :

### Contrôle documentaire :

Les documents suivants ont été transmis à l'inspection des installations classées :

- [1] Scutum incendie, Compte rendu de vérification S487057 du 21/02/2024, vérification détection incendie.
- [2] Fiche BT n°38 068, Arrêt détecteurs Zone MC2 du 22/09/2023.
- [3] Sprinkler 45, Rapport de visite du 01/03/2024, contrat de maintenance **RIA**.
- [4] Sprinkler 45, Devis DE09265 du 18/03/2024 suite à l'entretien annuel des **RIA**.
- [5] Sprinkler 45, Devis DE09255 du 07/03/2024 suite à l'entretien annuel des **RIA**, remplacement de la cloche d'alarme du poste de contrôle n°1.
- [6] DS Smith, Commande n°33412 du 20/03/2024, travaux suite à l'entretien annuel des **RIA** et remplacement de la cloche d'alarme du poste de contrôle n°1.
- [7] Apave, Rapport de vérification d'une installation d'extinction automatique à eau, 05/10/2023.

### Analyse de l'inspection des installations classées :

De l'examen du document [1], il ressort :

Le document ne permet pas de statuer sur le bon fonctionnement du système de détection incendie. L'état des équipements n'est pas renseigné à l'endroit où il devrait l'être dans le compte-rendu de vérification et aucune conclusion ne permet de se positionner sur le fonctionnement ou dysfonctionnement des équipements.

De l'examen du document [3], il ressort :

2 RIA sur 21 sont non conformes, l'un est bloqué et l'autre présente une vanne d'isolement hors service. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées, que les travaux étaient en cours de réalisation.

De l'examen des documents [5] et [6], il ressort :

[5] et [6] La cloche d'alarme du poste de contrôle n°1 est hors service et doit être remplacée.

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un certificat de conformité du réseau de sprinklage, il précise que ce dernier a été mis en place au fur et à mesure et qu'il n'est pas en mesure de rassembler tous les certificats historiques pour les présenter.

De l'examen du document [7], il ressort :

Le rapport fait état d'un certain nombre d'observations et de remarques concernant l'état de propreté du système de sprinklage, dont certaines sont récurrentes depuis 2018. En tout, 6 observations sont relevées (améliorations proposées), ainsi que deux non-conformités sans risque de mise en échec du système de sprinklage. Les vérifications mentionnées dans le rapport ont été effectuées par rapport au référentiel FM Global.

L'organisme de contrôle, dans ses observations, fait notamment état des points suivants :

10	POINTS DE NON CONFORMITE	
	(rappeler, pour chacun d'eux, la date à laquelle il a été signalé pour la première fois)	
	SANS RISQUE DE MISE EN ECHEC	
Date	Emplacement ou organe concerné	Non conformité au référentiel
18/02/2018	Installation	Absence de protection par sprinklers dans les zones suivantes: Salle de pause, Partie humide et locaux machine 1, Partie humide et locaux machine 2, Local de stockage bureau production machine 1, Local mandrins, Stock bobines, Auvent extérieur, maintenance.
18/02/2019	Local colle partie humide machine 2	Celui-ci n'est plus protégé, la protection est déconnectée suite au démontage d'un mur.

11	OBSERVATIONS ET/OU AMELIORATIONS PROPOSEES	
	⇒ Rappeler, pour chacune d'elle, la date à laquelle elle a été signalée pour la première fois	
Date	Emplacement ou organe concerné	Observation/Amélioration proposée
		Observations
31/08/2020	Lagune	L'eau de la lagune est chargée (risque d'encrassement filtre circuit de refroidissement, de surchauffe moteur et encrassement crépine)
		Visite de risque
08/06/2023	Poste 3	Alarme vanne aval fermée Poste 3 non obtenue lors de nos essais.
05/10/2023	Machine 1	Quelques antennes et têtes encrassées au niveau de la sécherie 2 et de la sécherie 3. (Vu prévu arrêt décembre).
05/10/2023	Bureau contremaitres	Suite au démontage du plafond pour travaux présence de corrosion notamment sur un coude de tuyauterie sous glycol (à contrôler).
		Améliorations proposées
18/02/2018	Local Sources d'eau	Installer un thermostat d'alarme température basse du local reporté en alarme de façon à maintenir une température minimum de 10 degrés.
08/08/2018	Poste 1	Prévoir la mise sous alarme de la vanne d'isolement du poste.

L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter d'élément sur la mise en place d'actions correctives liées aux points de non-conformités et observations relevés.

**A noter dans les observations de l'organisme de vérification, qu'il est fait mention d'une eau de la lagune chargée (risque d'encrassement filtre circuit de refroidissement, de surchauffe moteur et encrassement crépine).**

Selon le référentiel FM Global 3-29, l'alimentation du système de sprinklage doit être effectuée par une eau fiable exempte de condition de dégradation. Au regard de l'alimentation en eau du système de sprinklage par les effluents de la lagune (cf point de contrôle n° 3 - qualité des effluents de la lagune), la fiabilité de l'approvisionnement en « eau » n'est pas garantie (risque d'embouage/colmatage des sprinkleurs et de corrosion des canalisations).

Un test d'écoulement au point F du poste de contrôle C2 du système de sprinklage a été réalisé avec la mise en fonctionnement de la pompe jockey. L'essai s'est déroulé correctement. Un écoulement d'eau claire a été constaté. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les derniers essais du système de sprinklage avaient été effectués avec une eau « propre ».

L'essai d'écoulement au point F n'a pas pu être effectué avec le groupe moto-pompe du système de sprinklage pour cause de risque de casse, selon les déclarations de l'exploitant. Selon le rapport SITEM relatif à la maintenance du 16/02/2024 du groupe moto-pompe, les essais en charge de cet

équipement n'ont pas été effectués (Température palier 67.1 °C) dans l'attente de la vérification de la pompe hydraulique. L'organisme préconise dans le rapport le remplacement de la tuyauterie de refroidissement du palier arrière de la pompe.

**Constat d'écart :** Les robinets incendie armés (2 RIA) et le système de détection automatique d'incendie de l'établissement ne sont pas maintenus en bon état.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 11 : Entretien des moyens d'intervention

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.6.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)

**Prescription contrôlée :**

Les équipements sont maintenus en bon état.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

cf constats du point de contrôle précédent.

**Constat d'écart :** Le système d'extinction automatique d'incendie de l'établissement n'est pas maintenu en bon état de fonctionnement, en raison :

- de son alimentation avec une eau non fiable (eau chargée et moussante de la lagune) ;
- d'un risque d'embouage/colmatage des sprinklers et de corrosion des canalisations dû à une alimentation en « eau non fiable » ;
- d'un groupe moto-pompe susceptible de tomber en panne (température palier 67.1 °C).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un système d'extinction automatique d'incendie (ateliers) ;</li><li>• [...].</li></ul>
<b>Constats :</b>  Conformément au guide INERIS « BADORIS - Document de synthèse relatif à une Barrière Technique de Sécurité (B.T.S.) Sprinkleur - DRA-11-117743-13772A » :  Un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinkleur est conçu : <ul style="list-style-type: none"><li>• pour détecter un incendie et l'éteindre avec de l'eau à ses débuts,</li></ul> ou <ul style="list-style-type: none"><li>• pour contenir un incendie afin que l'extinction puisse être menée à bien par d'autres moyens.</li></ul> Les installations sprinkleur se décomposent en sous-systèmes comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>• Les têtes SPK ;</li><li>• Les postes de contrôle ;</li><li>• Le groupe de pompage (dont le pressostat de démarrage) ;</li><li>• La réserve d'eau ;</li><li>• Le réseau de canalisations ;</li><li>• Les alarmes.</li></ul> Par ailleurs, le groupe de pompage ou groupe motopompe est constitué des éléments principaux suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Une pompe Jockey (maintient la pression dans le réseau d'eau) ;</li><li>• Une ou deux pompes (couvrent les besoins en eau en termes de débit, de pression et de durée, définis par conception) ;</li><li>• Deux pressostats de démarrage par pompe.</li></ul> Le groupe de pompage doit assurer l'alimentation en eau, au débit et à la pression définis, pour le nombre dimensionné de têtes sprinklers. Il reçoit un ordre de démarrage par l'un des deux pressostats de démarrage au moment de la chute de pression dans le réseau en amont du poste de contrôle.  <u>Constats du 12/04/2024 :</u> Le système d'extinction automatique incendie de l'établissement est composé de l'ensemble des sous-systèmes mentionnés ci-dessus avec un seul groupe moto-pompe.  Les schémas de l'installation examinés en inspection montrent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• une alimentation du réseau en eau de la lagune via le groupe moto-pompe :</li></ul> <b>et/ou</b>

- une alimentation du même réseau en eau de ville via la pompe jockey.

Une vanne d'ouverture/fermeture est implantée entre ces 2 réseaux d'alimentation.

Par ailleurs, la consultation du schéma d'alerte incendie du 12/10/2023 précise que le responsable sprinklage doit vérifier en sortant du site que la ou les vannes sprinklage sont bien ouvertes et que le moto-pompe est opérationnel.

Interrogé sur le rôle et la position de la vanne en situation normale, l'exploitant n'a pas été en mesure de répondre.

A noter également que l'essai découlement au point F cité précédemment a été effectué uniquement avec la pompe jockey alimentée par de l'eau de ville.

Compte tenu de ces éléments, il n'est pas certain que le système d'extinction automatique incendie de l'établissement puisse remplir son rôle au regard de la présence d'une vanne et de sa position (ouverture/fermeture). En effet en cas d'incendie et si cette vanne est en position fermée, le pressostat commandera le démarrage du groupe-moto-pompe mais celui-ci ne pourra pas délivrer de débit d'eau (en provenance de la lagune) vers le réseau sprinklage sollicité. Seul un débit, insuffisant, en provenance de la pompe jockey sera délivré vers le réseau sprinklage.

**Constat d'écart : La délivrance automatique d'un débit d'eau d'extinction incendie en provenance du groupe moto-pompe vers le ou les réseaux sprinkler n'est pas garantie compte tenue de la présence d'une vanne, située entre les réseaux d'alimentation en eau de lagune et de maintien en pression (eau de ville), dont le positionnement en temps normal n'est pas connu par l'exploitant.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois